

RAISON D'ÉTAT

Les contradictions de Condoleezza Rice



Condoleezza Rice est souvent présentée comme la sœur adoptive de Madeleine Albright. Elle a mené sa carrière au cœur du complexe militaro-pétrolier états-unien avant de former George W. Bush aux affaires internationales et de devenir sa conseillère nationale de sécurité. Témoignant devant la Commission d'enquête sur le 11 septembre, elle a longuement affirmé qu'elle avait tout fait pour empêcher les attentats, en multipliant les approximations et les mensonges. Dans une lettre ouverte qu'elle lui adresse, une ancienne responsable de l'administration Bush père l'accuse de complicité criminelle.

page 2

Kerry poursuivra la politique de Bush en Irak

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

John F. Kerry s'engage à poursuivre la politique de George W. Bush en Irak s'il est élu pour lui succéder. Il réitère à la fois son approbation de cette guerre et ses critiques de la manière dont elle a été conduite. Selon lui, il aurait fallu impliquer les alliés dès le départ pour pouvoir faire peser le fardeau de l'occupation sur l'OTAN. Il peut en tous cas compter sur Tony Blair qui proclame en effet que le Royaume-Uni n'abandonnera pas l'Irak.

page 11

REPÈRE : 14 AVRIL 1942

La marche de la mort de Bataan

Dans les Philippines, sur la péninsule de Bataan, l'armée japonaise se heurte à une forte résistance qui freine ses opérations. En retard de deux mois sur le calendrier prévu, le général commandant Masaru Homma est accusé d'incompétence. Finalement, l'armée US se rend, le 10 avril 1942, le général McArthur prenant la fuite en prononçant sa célèbre phrase « *je reviendrais* ». Homma se retrouve avec un problème logistique qui risque de le ralentir encore : il doit gérer plus de 70.000 prisonniers, pour la plupart malades et blessés, alors que les stratèges japonais n'en avaient prévu que 15.000. L'état-major intime l'ordre à Homma de se débrouiller et d'appliquer une « *sélection naturelle* » parmi les prisonniers. Il est donc décidé de les transférer à pied, sans boire ni manger, vers un camp situé 100 km plus loin. 15.000 prisonniers n'atteindront pas le camp et 20.000 autres y mourront après leur arrivée, le 24 avril. Plus de 1.000 civils filipinos seront exécutés sur le parcours pour avoir donné à manger ou à boire aux colonnes de prisonniers.



UNE MAISON BLANCHE ET VIDE

On savait George W. Bush incompétent, on le découvre dilettante. Depuis qu'il a pris ses fonctions à la Maison-Blanche, le président des États-Unis a passé 500 jours, soit 40 % de son temps de travail, à se reposer et à se divertir. En vacances perpétuelles, il s'est partagé entre ses trois résidences de Crawford (Texas), Camp David (Maryland) et Kennebunkport (Maine). Jusqu'à présent cet absentéisme ne suscitait aucune remarque : l'important n'est pas que le président préside, mais qu'il incarne les « *valeurs de l'Amérique* ». Cependant, en cette période électorale, la question commence à être posée : mais qui gouverne donc les États-Unis ? ■

Raison d'État

Les contradictions de Condoleezza Rice

Condoleezza Rice est souvent présentée comme la sœur adoptive de Madeleine Albright. Elle a mené sa carrière au cœur du complexe militaro-pétrolier états-unien avant de former George W. Bush aux affaires internationales et de devenir sa conseillère nationale de sécurité. Témoignant devant la Commission d'enquête sur le 11 septembre, elle a longuement affirmé qu'elle avait tout fait pour empêcher les attentats, en multipliant les approximations et les mensonges. Dans une lettre ouverte qu'elle lui adresse, une ancienne responsable de l'administration Bush père l'accuse de complicité criminelle.



À la suite d'une longue controverse, la conseillère nationale de sécurité, Condoleezza Rice, a été entendue en public par la Commission d'enquête « *indépendante* » sur le 11 septembre. En échange de son témoignage, Mlle Rice a négocié un Protocole d'accord avec la Commission, par lequel les enquêteurs renoncent à confronter publiquement ses déclarations à tout autre collaborateur de la Maison-Blanche. C'est en effet une sage précaution : ses déclarations sous serment sont approximatives sur certains points et mensongères sur d'autres. Nous revenons sur le parcours de Condoleezza Rice et sur son témoignage. Nous reproduisons également la lettre ouverte que lui a adressée Catherine Austin Fitts, une ancienne responsable de la première administration Bush.

Condoleezza Rice a entamé sa carrière au sein de l'appareil d'État états-unien en 1986, en tant qu'assistante spéciale du chef d'état-major interarmes, l'amiral William J. Crowe Jr. En 1989, en pleine période de réunification allemande et alors que l'Union soviétique s'effondre, elle est, au sein de la première administration Bush, la directrice des affaires soviétiques et de l'Europe orientale pour le Conseil de sécurité nationale.

L'accession de Condoleezza Rice à des postes d'aussi haute responsabilité, au cœur même du centre décisionnel états-unien, est à mettre en rapport avec sa formation. À l'université de Denver, où elle entre en 1969 à l'âge de 15 ans, elle a en effet suivi un séminaire de politique internationale dispensé par Josef Korbel. Ce dernier n'est autre que le père de Madeleine Albright. D'origine tchèque, il a rejoint les États-Unis à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, après avoir fui le nazisme et le stalinisme à Londres, où il servit de conseiller au président tchèque en exil, Edouard Benes. Devenu citoyen états-unien et professeur de relations internationales, il ne fait pas partie des anticommunistes forcenés et plaide pour la détente avec l'URSS, tout en soutenant l'intervention états-unienne au Vietnam, jusqu'à l'offensive du Tet en 1968. Décédé en 1977, il présentait la jeune Condoleezza Rice comme sa « *filie adoptive* ».

Sous son influence, Condoleezza Rice devient une soviétologue, particulièrement spécialisée dans l'appareil d'État secret russe. Elle maîtrise parfaitement l'équivalent états-unien de ces structures officieuses : elle a en effet dirigé une thèse [1] consacrée aux structures de pouvoir parallèles créées en 1947 par une directive de Truman, et qui devaient permettre de poursuivre la Guerre froide de manière secrète. Ces trois institutions sont l'état-major interarmes, le Conseil de sécurité nationale et la CIA.

En 1995, elle co-écrit *Germany Unified and Europe Transformed*, avec **Philip Zelikow**, actuel directeur exécutif de la commission d'enquête du Congrès sur les attentats du 11 septembre, qui a auditionné la conseillère à la sécurité nationale la semaine passée. Elle est également proche d'**Henry Kissinger**, tous deux étant membres de la confrérie étudiante des Phi Beta Kappa. Elle anime un groupe informel d'influence sur la politique étrangère des États-Unis, auto-désignée comme les Vulcains, par référence au dieu romain qui forge les armes des Dieux à l'intérieur des volcans. Condoleezza Rice a été membre du Center for International Security and Arms Control où elle prônait d'attendre, pour désarmer, que l'Union soviétique soit totalement à genoux.

La proximité avec Henry Kissinger permet de changer de paradigme pour analyser les courants de pensée existant aux États-Unis sur les relations internationales. On opposait en effet jusqu'ici la *realpolitik* prônée par Henry Kissinger à l'idéalisme des néo-conservateurs. Condoleezza Rice est l'incarnation de la symbiose de ces deux courants contradictoires, tout comme George W. Bush, dont elle a assuré la formation accélérée en matière internationale avant sa prise de fonction.

Sa proximité avec le père de Madeleine Albright est le reflet de celle qui existe entre démocrates et républicains sur les questions internationales, notamment au sujet de l'Europe centrale et orientale.



Sa carrière dans le privé l'a conduite au sein des conseils d'administration de grandes entreprises états-uniennes, et notamment de la compagnie pétrolière Chevron, de la banque J. P Morgan et du premier fonds de placement du pays, Charles Schwab.

En mars 2004, la conseillère à la sécurité nationale du président états-unien George W. Bush avait initialement refusé de se rendre devant la commission d'enquête parlementaire sur le 11 septembre.

Les mensonges de "Condi"

Le site du [Center for American Progress](#), proche du Parti démocrate, recense les omissions et mensonges de la conseillère, qui témoignait pourtant sous serment. Petit florilège :

► *« Nous avons décidé immédiatement de soutenir les services chargés des actions secrètes de l'administration Clinton et d'autres efforts pour lutter contre le réseau [Al Qaïda] ».*

Pourtant, d'après *Newsweek*, *« dans les mois qui ont précédé le 11 septembre, le département à la Justice a réduit le porogramme hautement classifié appelé "Gant de baseball" pour suivre de près les membres présumés d'Al Qaïda »* [2]. De plus, l'AP a rapporté que *« alors que les drones Prédator avaient repéré Oussama Laden trois fois fin 2000, l'administration Bush n'a pas fait voler les avions sans pilote au-dessus de l'Afghanistan au cours des huit premiers mois de son mandat »* [3], mettant ainsi un terme aux missions de reconnaissance initiées durant l'administration Clinton.

► *« La stratégie avait pour objectif l'élimination du réseau Al Qaïda. Elle ordonnait aux instances dirigeantes des agences et départements états-uniens concernés de faire de l'élimination d'Al Qaïda une des premières priorités et d'utiliser tous les aspects de notre puissance nationale - au niveau du renseignement, des finances, de la diplomatie, et de l'armée - pour réaliser cet objectif ».*

Une affirmation réfutée par Richard Armitage, le sous-secrétaire d'État états-unien. À la question : *« Est-il vrai, comme l'a dit le Dr Rice, que "notre plan prévoyait des opérations militaires" pour des attaques contre Al Qaïda et les dirigeants Taliban ? »*, il a répondu : *« Non, je pense que cela a été amendé après les attentats du 11 septembre »* [4].

► Condoleezza Rice a également affirmé que son équipe avait *« soutenu les activités du département du Trésor pour repérer et saisir les avoirs terroristes ».*

D'après le livre *The Age of Sacred Terror*, de Daniel Benjamin et Steven Simon [5], la nouvelle administration Bush du Trésor aurait *« désapprouvé l'approche de l'administration Clinton sur les questions de blanchiment d'argent, qui représentait une part importante des efforts menés pour couper l'approvisionnement en argent de Ben Laden ».* En particulier, l'administration Bush s'est opposée aux démarches entreprises par ses prédécesseurs, avec le

soutien du G7 et l'OCDE, visant les pays avec « *des législations bancaires peu rigoureuses* », dont profitaient les financiers terroristes. Dans le même temps, l'équipe du président Bush n'a fourni « *aucun financement au nouveau National Terrorist Asset Tracking Center* ».

► Toujours sous serment, la conseillère à la sécurité nationale a assuré la commission d'enquête que l'administration républicaine avait « *augmenté le financement des activités antiterroristes de plusieurs agences* ».

Or, depuis leur arrivée au pouvoir, les responsables états-uniens ont, réduit de plus de 500 millions de dollars le budget des activités antiterroristes au sein du département de la Justice. De plus, dans la préparation du budget 2003, le *New York Times* rapporte que la Maison-Blanche « *n'a pas approuvé les demandes du FBI concernant 58 millions de dollars permettant de financer 149 nouveaux agents de terrain dans la lutte antiterroriste, 200 analystes de renseignement et 54 traducteurs supplémentaires* ». Au contraire, elle a « *proposé une réduction de 65 millions de dollars pour le programme qui accorde des subventions aux projets étatiques et locaux d'antiterrorisme* » [6]

► Condoleeza Rice se mélange également entre ses différentes déclarations. En mars 2004, elle affirmait que « *aucun plan anti-Al Qaïda n'avait été fourni à la nouvelle administration* ».

Devant la commission, elle se contredit : « *tandis que nous développons une nouvelle stratégie pour nous occuper d'Al Qaïda, nous avons également pris un certain nombre d'initiatives anti-Al Qaïda qui avait été proposées par Dick Clarke* ».

► Il lui a fallu également s'expliquer sur les mises en garde reçues par l'administration Bush dans les mois qui ont précédé l'attaque. Selon elle, « *lorsque les rapports de menaces se sont multipliés au printemps et à l'été 2001, nous avons placé le gouvernement états-unien à un haut niveau d'alerte et d'activité* ».

Des documents indiquent pourtant que, avant le 11 septembre 2001, l'administration Bush « *n'a pas fait figurer en tête d'affiche le terrorisme dans ses plans stratégiques pour le département à la Justice, qui comprend le FBI* » [7]. Le général Henry H. Shelton, chef d'état-major interarmées jusqu'au 1er octobre 2001 a déclaré au cours de l'été que le terrorisme était devenu « *un problème non urgent* » et raconté comment les deux responsables du Pentagone, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz avaient « *fait capoter* » un plan visant à affaiblir les Taliban. Le général Don Kerrick, qui a servi sous l'administration Bush, a déclaré par ailleurs qu'il avait envoyé un mémo à la nouvelle administration selon lequel les États-Unis « *allaient être frappés de nouveau* » par Al Qaïda, sans jamais recevoir de réponse. Selon lui, le terrorisme n'était pas « *l'objet d'attentions particulières. Ils misaient sur le fait que rien ne se passerait* » [8].

► Enfin, Condoleeza Rice maintient que « *les informations faisant état de menaces, que nous avons reçues au printemps et à l'été 2001 n'étaient pas précises concernant [...] la nature de l'attaque* ».

Des propos contredits par les journalistes d'ABC News. Selon eux, des responsables de l'administration Bush « *ont reconnu que les dirigeants des services de renseignement états-uniens avaient averti le président Bush*

plusieurs semaines avant le 11 septembre que le réseau terroriste de Ben Laden pourrait tenter de détourner des avions états-unis » [9]. L'émission de NBC Dateline indique que, le 6 août 2001, le président a personnellement « reçu une note d'une page et demie lui indiquant qu'Oussama Ben Laden était capable de mener une frappe majeure contre les États-Unis et que cela pouvait comprendre le détournement d'un avion ». Une information corroborée par Condoleezza Rice elle-même.

La lettre ouverte de Catherine Austin Fitts à Condoleezza Rice

Lettre ouverte à Condoleezza Rice
« Vous êtes une menteuse »

Par Catherine Austin Fitts
Ancienne assistante du secrétaire au Logement

Condoleezza Rice
Conseillère pour la sécurité nationale
La Maison-Blanche
1600 Avenue de Pennsylvanie NW
Washington, DC 20500

Le 9 avril 2004

Chère Melle Rice,

Je vous écris pour vous communiquer quatre remarques concernant votre témoignage sous serment d'hier devant la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis.

Remarque n°1 : Vous êtes une menteuse

Le secrétaire à la justice Ashcroft siège au Conseil de sécurité nationale. Averti par ses informations provenant des services de sécurité du FBI, le chef des forces de l'ordre des États-Unis savait qu'il devait éviter les compagnies aériennes commerciales le 11 septembre 2001.

C'était votre travail, en tant que conseillère pour la sécurité nationale, de vous assurer que les gens qui empruntaient le vol 11 d'American Airlines, le vol 175 de United Airlines, le vol 93 de United Airlines et le vol 77 d'American Airlines bénéficiaient des mêmes mises en garde que ceux qu'ils payaient pour nous protéger.

Vous le saviez. Vous êtes restée silencieuse. Ils sont morts.

Vous aviez reçu de nombreux avertissements à propos des risques du 11 septembre ; suffisamment pour en avertir le peuple états-unien et le laisser juger au mieux de comment se protéger d'une possible attaque. C'était votre travail, en tant que conseillère pour la sécurité nationale, de vous assurer que les gens se trouvant dans la tour Sud du World Trade Center avaient les éléments d'information dont ils avaient besoin pour évacuer leur bâtiment lorsqu'ils virent que la tour Nord avait été percutée par un avion.

Vous le saviez. Vous êtes restée silencieuse. Ils sont morts.

Remarque n°2 : Vos mobiles sont limpides

Le World Trade Center est situé au cœur de New York City, l'une des plus grandes capitales financières mondiales. Le Pentagone est situé au cœur de Washington, capitale de la budgétisation et de l'affectation du budget et des crédits fédéraux ainsi que de la trésorerie US - le plus grand émetteur de bonds de trésorerie au monde.

Contrairement à beaucoup d'autres attaques terroristes, ces attaques ont tué des gens dont la famille, les amis et les voisins comprennent le fonctionnement de ces systèmes financiers. Les familles des victimes, leurs amis et les résidents des communautés directement touchées peuvent calculer qui s'est enrichi en tirant profit du 11 septembre. Ils peuvent suivre la piste de l'argent jusqu'aux coffres de la campagne présidentielle 2004 à partir des profits réalisés par vos militants grâce aux bénéficiaires du 11 septembre. Ils peuvent calculer le lien entre les profits tirés du 11 septembre et le financement ainsi que le silence des grands médias.

Ceux qui furent directement touchés, ainsi que les chercheurs sur les questions de fond avec qui ils sont en contact, ont la force intellectuelle et le courage personnel de poser la question « *Cui Bono ?* » (À qui profite le crime ?) et d'y répondre. Ils comprennent que votre réussite en tant que conseillère pour la sécurité nationale est le résultat direct de votre échec à prévenir le 11 septembre. Ils peuvent constater comment vos mensonges au sujet du 11 septembre ont rapporté de l'argent au groupe d'investisseurs qui vous a porté au pouvoir, ainsi qu'aux détenteurs des

bonds de trésorerie US qui sont si grassement payés pour financer l'armée états-unienne, les appareils de renseignement, les forces de l'ordre, les contractants de la défense et les intérêts pétroliers qu'ils servent.

Toutes les annonces de campagne du monde ne pourraient maintenant convaincre le peuple états-unien que vous prenez ses véritables intérêts à cœur.

Remarque n° 3 : Vous allez tomber

Les gens les plus riches et puissants au monde financent des prestations. Ils vous paient afin que vous fassiez apparaître l'appareil gouvernemental comme légitime pendant qu'ils l'utilisent pour accaparer le pouvoir économique et politique. Ce qui signifie qu'ils ont besoin de menteurs qui mentent mieux que vous.

Le mythe selon lequel vous ne vous doutiez pas que les États-Uniens méritaient d'être informés des risques en avion, ou concernant des avions utilisés comme armes, est maintenant relégué au même tas de poussière que l'attaque de l'Irak par les États-Unis et la mort de nos soldats au nom de notre protection contre les armes de destruction massive irakiennes.

Vos mensonges sur le 11 septembre - comme ceux à propos de la guerre d'Irak - ont profité au complexe militaro-bancaire que vous représentez. Ces mensonges, néanmoins, n'ont pas trompé la foule. Le peuple états-unien et les **citoyens du monde** cherchent la vérité. Nous demandons les changements qui donneront une signification et un honneur à ceux qui sont morts le 11 septembre et lors des guerres qui ont suivi. Nous demandons que davantage de sang ne soit pas versé. Nous demandons le remboursement de tout ce que vous et vos soutiens ont volé à ceux d'entre nous qui sommes toujours vivants.

Remarque n°4 : Vous êtes coupable de négligence criminelle aggravée

Si aujourd'hui vous voulez arrêter un terroriste, il est inutile de regarder plus loin que votre propre miroir.

Beaucoup d'États-Uniens se réunissent ce week-end pour rendre hommage à Jésus qui est mort pour nos

péchés et nous a montré la voie de la grâce. Dans l'esprit de la crucifixion de notre Seigneur et sa résurrection, puisse Dieu avoir pitié de votre âme.

Sincèrement vôtre,

Catherine Austin Fitts
Ancienne assistante du secrétaire au Logement,
Bush 1er
Présidente de la société Solari, Inc.
PO Box 157
Hickory Valley, TN 38042
731.764.2515
catherine@solari.com

Lettre envoyée à :

Webmail de la Maison-blanche :
<https://sawho14.eop.gov/PERSdata/intro.htm>
Copie e-mail à :
Président George Bush : president@whitehouse.gov ;
Vice-président Richard Cheney :
vice.president@whitehouse.gov ;
La Maison-Blanche
1600 Avenue de Pennsylvanie NW
Washington, DC 20500
Commentaires : 202-456-1111
Tel : 202-456-1414

Commission nationale sur les attaques terroristes
contre les États-Unis
301 7ème rue, SW
Chambre 5125
Washington, DC 20407
(202) 331-4060
info@9-11commission.gov

Articles de fond :

- ▶ « *Ashcroft Flying High* », CBS News, Washington DC, 26 juillet 2001.
- ▶ « *A Historical Whitewash ?* », par Kelly Patricia O'Meara, Insight Magazine, 24 novembre 2003.
- ▶ « *If the World Was Talking, Why Didn't We Listen ?* », par Kelly Patricia O'Meara, Insight Magazine, 24 novembre 2003.
- ▶ « *9-11 Profiteering* », par Catherine Austin Fitts, Scoop Media, 22 mars 2004.
- ▶ « *A Letter to the Editor of the Wall Street Journal* », par Catherine Austin Fitts, Scoop Media, 6 octobre 2003.

► Site Internet « *Where is the Money ?* »

[1] *Flawed by Design, The Evolution of the CIA, JCS and NSC* par Amy B. Zegart, Stanford University Press, 1999.

[2] « *In the Months Before 9/11, Justice Department Curtailed Highly Classified Program to Monitor Al Qaeda Suspects in the U.S.* », *Newsweek*, 21 mars 2004.

[3] « *Officials : U.S. missed chance to kill bin Laden* », par Ted Bridis et John Solomon, Associated Press, 25 juin 2003.

[4] « *Rapport des auditions de la Commission sur le 11 septembre* », publié par le *Washington Post*, 24 mars 2004.

[5] *The Age of Sacred Terror*, de Daniel Benjamin et Steven Simon, Random House, octobre 2002.

[6] « *How Sept. 11 Changed Goals of Justice Dept.* », par Adam Clymer, *New York Times*, 28 février 2002. « *What went wrong* », par Michael Hirsh et Michael Isikoff, *Newsweek*, 27 mai 2002.

[7] « *FBI Budget Squeezed After 9/11* », par Dana Milbank, *Washington Post*, 22 mars 2004.

[8] « *Voices in the Wilderness Are Turning Into a Chorus* », *Los Angeles Times*, 30 mars 2004.

[9] « *Bush Was Warned of Hijackings Before 9/11 ; Lawmakers Want Public Inquiry* », ABC News, 16 mai 2002.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Kerry poursuivra la politique de Bush en Irak

Analyse

John F. Kerry, s'adressant à la classe dirigeante US et aux décideurs étrangers, s'engage dans le *Washington Post* à poursuivre la politique de George W. Bush en Irak s'il est élu pour lui succéder. Il réitère à la fois son approbation de cette guerre et ses critiques de la manière dont elle a été conduite. Selon lui, il aurait fallu impliquer les alliés dès le départ pour pouvoir faire peser le fardeau de l'occupation sur l'OTAN et non sur les seules forces US.

Il peut en tous cas compter sur Tony Blair. Le Premier ministre britannique proclame en effet dans *The Observer* que le Royaume-Uni (à la différence de l'Espagne) n'abandonnera pas l'Irak. Mais il a fort à faire pour convaincre que cette invasion, illégale au regard du droit international, et cette occupation, qui rencontre une forte résistance populaire, sont un espoir pour les Irakiens.

M. Blair se trouve donc un nouveau bouc émissaire : si tout va mal, ce n'est plus la faute de Saddam Hussein qui a été capturé, ni à Al Qaïda que personne n'a vu, mais à un imam chiite radical, Moqtada al-Sadr. Pour conclure, il réinvente un lien entre le 11 septembre et l'Irak et assure qu'il ne retirera pas ses troupes pour ne pas faire gagner les terroristes.

Opposant à Saddam Hussein, réfugié en Europe, Sami Ramadani démonte dans *The Age* cette rhétorique. Elle n'est qu'une manière de ne pas regarder la réalité en face : les Irakiens rêvent de liberté, ils voulaient se débarrasser de Saddam Hussein et veulent identiquement échapper à la tyrannie de l'occupant. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ne sont pas venus les libérer.

S'appuyant sur des mercenaires, ils pratiquent des assassinats ciblés et des tortures pour apparaître en définitive sous leur vrai jour de puissance coloniale. Il aura fallu un an aux médias occidentaux pour s'en rendre compte et en rendre compte.

Peu importe que la période soit à l'union sacrée contre l'envahisseur, le très

influent expert néo-conservateur Reuel Marc Gerecht décrit dans le *Wall Street Journal* les événements actuels en Irak comme une guerre entre chiïtes. Il préconise donc de jouer les clans qu'il pense identifier les uns contre les autres : al-Sistani contre al-Sadr. Pour ce faire, il propose de retirer la constitution provisoire, qui est d'ores et déjà inapplicable, et de présenter cette décision comme une victoire d'al-Sistani. On sait ce que valent les analyses de M. Gerecht. Dans divers écrits antérieurs, il s'est efforcé de livrer une lecture religieuse de la société irakienne. Selon lui, le régime de Saddam Hussein marquait la domination des sunnites sur les chiïtes. De même, les chiïtes seraient par nature plus tournés vers Téhéran que vers Bagdad. Pourtant, chacun a pu constater que le régime de Saddam Hussein était laïque et n'a jamais réprimé le culte chiïte ; et que, pendant la guerre Irak-Iran les chiïtes irakiens n'ont pas fait défection.

Howard Dean, candidat malheureux à la candidature, appelle dans le *New York Times* les électeurs démocrates à voter utile. Pour sanctionner Bush, il faut élire Kerry et donc éviter de disperser les voix de gauche en votant pour le candidat écologiste Ralph Nader. On se souvient qu'en 2000, Nader avait déjà été accusé d'avoir fait échouer Al Gore, alors même que celui-ci avait gagné l'élection en suffrages et en grands électeurs et ne devait sa défaite qu'à une décision de la Cour suprême. Cette année, plus encore qu'il y a quatre ans, les électeurs de gauche pourraient être tentés par le vote Nader dans la mesure où Kerry ne représente pas d'alternative réelle à la politique de Bush.

Susan Jacoby du Center for Inquiry de New York met en garde les lecteurs du *Los Angeles Times* contre les atteintes à la séparation constitutionnelle de l'État et des Églises que multiplie George W. Bush. Il n'est pas d'usage d'interroger un candidat à l'élection présidentielle sur ses convictions religieuses, mais ici, il faut tirer des conclusions de ce que Bush a fait, notamment en matière de privatisation des organismes sociaux publics au bénéfice des associations religieuses.

Au contraire, Peter et Rochelle Schweizer, auteurs d'un livre hagiographique de la dynastie Bush, affirment dans le même quotidien qu'on ne peut craindre un président guidé par sa foi. Plus encore, révèlent-ils, selon le pasteur Franklin Graham, c'est en lisant la parabole évangélique du bon Samaritain que Bush a pris la décision d'attaquer l'Irak. Or, sachant que le pasteur Franklin Graham (fils de Billy, le conseiller spirituel de Reagan et Bush) préside une association de missionnaires dénommée la Bourse du Samaritain, et que ses missionnaires ont été « embarqués » dans les troupes US en Irak pour convertir les populations musulmanes, on comprendra mieux ce que nos auteurs veulent dire lorsqu'ils écrivent que le président Bush est conscient des implications spirituelles de sa politique.

Ces points de vue reflètent une polémique généralisée dans cette campagne électorale. On ne débat pas des bilans ou des programmes comme en Europe, ni même des soutiens dont les candidats disposent comme c'est l'habitude, mais des valeurs qu'ils incarnent. Bush est méthodiste, il a reçu le baptême de l'esprit, prie en public et cite Jésus. C'est un leader religieux, notamment soutenu par les baptistes du Sud. Kerry, au contraire, est catholique. Il a réaffirmé son attachement à la séparation des Églises et de l'État. Il préfère évoquer son honneur militaire que les bénédictions divines. Les sondages donnent l'électorat divisé sur ce clivage plus que sur tout autre.

Craig Unger, auteur d'un ouvrage sur les liens entre les familles Bush et Séoud, espère que la commission d'enquête sur le 11 septembre interrogera le directeur du FBI et l'attorney général sur l'évacuation de 140 Saoudiens au lendemain des attentats. Un avion a sillonné les États-Unis pour récupérer ces personnalités et les transporter en Arabie saoudite alors que tous les vols aériens étaient interdits, indique-t-il dans le *Los Angeles Times*. Cette affaire est niée par les autorités, mais Unger a réussi à se procurer les documents de vol et la liste des passagers. Cependant ce journaliste interprète cet événement au regard de l'affirmation selon laquelle 15 des 19 pirates de l'air du 11 septembre étaient eux-mêmes Saoudiens. Rappelons que nous avons démontré depuis longtemps que cette imputation est infondée et que le département de la Justice l'a reconnu implicitement en refusant d'établir les actes de décès de ces prétendus pirates de l'air.

Les politologues David M. Lampton et Kenneth Lieberthal appellent dans le *Washington Post* à maintenir le statu quo pacifique entre la Chine continentale et Taiwan. Dick Cheney, qui se rend aujourd'hui à Pékin devrait se tenir à cette ligne.

Enfin, la reine Rania de Jordanie, l'ancienne présidente irlandaise Mary Robinson et l'ancien Premier ministre de Norvège Jens Stoltenberg plaident tous trois dans *Le Monde* pour le Vaccine Fund dont ils sont administrateurs. Deux à trois millions d'enfants mourront de maladies diverses, si les trente millions de bébés qui naissent chaque année ne sont pas vaccinés. Or, ce programme ne nécessite que 900 millions de dollars par an.

Réseau Voltaire

John F. Kerry



John Kerry est sénateur démocrate du Massachusetts et candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

« Une stratégie pour l'Irak »

Source : *Washington Post*

Référence : « A Strategy for Iraq », par John F. Kerry, *Washington Post*, 13 avril 2004.

Pour réussir en Irak comme dans toute guerre, il faut que l'usage de la force soit lié à un objectif politique allant au-delà du simple renversement de régime. Cet objectif n'a pas été fixé dans le cas de l'Irak et la situation dans ce pays est devenue dramatique. Même s'il y a eu des désaccords sur la façon dont cette guerre a été menée, les politiciens veulent tous que nous réussissions en Irak. Les extrémistes qui attaquent nos forces doivent savoir qu'ils ne parviendront pas à nous diviser. Qui que soit le prochain président, nous persévérons dans notre engagement pour construire un Irak pacifique et démocratique.

Pour maximiser nos chances, nous devons faire un usage total de nos capacités et si les militaires ont besoin de plus de troupes, nous devons les déployer car il faut rendre la sécurité aux Irakiens. Les militaires ne peuvent toutefois pas

réussir seuls. L'administration Bush a conçu plusieurs plans pour l'Irak, mais les a tous abandonnés car ils étaient irréalistes. Aujourd'hui, l'administration a choisi une date de transfert de souveraineté, mais on ignore toujours par quel processus sera constitué un gouvernement qui bénéficiera de la légitimité nécessaire avant cette date.

Compte tenu de la façon dont les États-Unis ont mené cette guerre, ils se retrouvent seuls pour supporter la majorité du poids de la transition. Même si Washington se rapproche de l'ONU, cela reste insuffisant. Il faut impliquer davantage l'ONU sur le plan politique et l'OTAN sur le plan militaire. Surtout, le président doit unir le pays derrière un but précis en Irak.

Tony Blair



Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« Pourquoi nous n'abandonnerons jamais cette bataille historique en Irak »

Source : The Observer

Référence : « Why we must never abandon this historic struggle in Iraq », par Tony Blair, *The Observer*, 11 avril 2004.

Nous sommes impliqués dans une bataille historique en Irak ; ce qui est en jeu là-bas est plus que la « puissance américaine », c'est l'espoir de la liberté et de la tolérance religieuse en Irak. Si nous réussissons, l'Irak deviendra un État souverain, gouverné démocratiquement par le peuple irakien qui contrôlera ses richesses et sera gouverné par la loi, dans le respect des Droits de l'homme.

Une telle situation serait un coup d'arrêt pour les extrémistes et leur propagande et dans cette lutte les anciens partisans de Saddam Hussein, des groupes terroristes liés à Al Qaïda et les partisans de Moqtada al-Sadr se sont alliés. Ce dernier est un extrémiste recherché pour son rôle dans les assassinats de chiïtes modérés, dont l'ayatollah al-Khoei. Le juge irakien qui l'a inculpé a échappé à une tentative d'assassinat et a subi des menaces.

Lors des dernières semaines, j'ai rencontré les membres du Conseil de gouvernement irakien, des personnes courageuses, de toutes origines et dévouées à leur pays. Désormais, la population a un meilleur accès à l'électricité qu'avant la guerre, a plus librement accès aux médias (dont la chaîne radicale Al-Jazeera qui ne cesse pourtant de brocarder les États-Unis) et aux produits importés. Si les Irakiens ne dénoncent pas plus les extrémistes, c'est parce qu'ils se méfient encore à cause du souvenir de 1991. Nous ne pouvons pas rapatrier les troupes sans faire gagner ceux qui ont commis les attentats du 11 septembre.

Sami Ramadani

Sami Ramadani a été un réfugié politique du régime de Saddam Hussein. Il est professeur de sociologie à la London Metropolitan University.

« Maintenant pour la vérité concernant l'Irak »

Source : The Age

Référence : « Now for the truth about Iraq », par Sami Ramadani, *The Age*, 10 avril 2004.

Moqtada al-Sadr est le dernier des dirigeants de faction irakienne à être présenté par Washington comme tentant de saper leurs efforts pour construire un Irak libéré et démocratique. Il suit ainsi Saddam Hussein et ses fils, des dirigeants d'Al Qaïda ou des « terroristes étrangers » dans la liste des opposants à la politique états-unienne en Irak. Ce dirigeant soi-disant « non représentatif » à la tête d'une petite faction chiite parvient à être actif dans les 18 gouvernorats et met à mal les 160 000 soldats hautement équipés et entraînés de la coalition.

Pour les aider, les soldats de la Coalition font eux aussi appel à des « combattants étrangers » : des mercenaires. Le **Pentagone** applique la tactique d'assassinats ciblés qui avait fait 41 000 morts au Vietnam et qu'**Ariel Sharon** mène aujourd'hui contre les Palestiniens. Cette tactique inclut la torture des prisonniers.

Les Irakiens s'opposaient à Saddam Hussein, mais ne voulaient pas de la tyrannie de l'occupant. L'invasion apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est vraiment : une aventure coloniale. En réalité, la plupart des Irakiens étaient opposés à l'invasion, mais il a fallu 12 mois aux médias occidentaux pour s'en rendre compte. Les Irakiens se disent à présent que la voie pacifique pour chasser l'occupant ne mène nulle part. Ils ont bien noté que le texte constitutionnel adopté a laissé le pays aux mains des États-Unis. Même si les Irakiens n'apprécient pas le programme de Sadr vis-à-vis des femmes et des Kurdes, il devient de plus en plus populaire.

Reuel Marc Gerecht

Reuel Marc Gerecht est un ancien officier de la CIA. Il a publié divers ouvrages contre les ayatollahs iraniens sous le pseudonyme d'Edward Shirley. Il est membre de l'American Enterprise Institute et du Project for a new American Century.

« Une guerre chiite ? »

Source : Wall Street Journal

Référence : « A Shiite War ? », par Reuel Marc Gerecht, *wall Street Journal*, 10 avril 2004.

Est-ce que la communauté chiite est sur le point d'entrer en rébellion contre les États-Unis ? Est-ce que Moqtada al-Sadr va unifier les Arabes sunnites et chiïtes contre les envahisseurs étrangers ? Les actions des États-Unis contre Sadr vont-elles saper l'alliance de Washington et des chiïtes ? La réponse à toutes ces questions est « non », mais il est possible que les erreurs des politiques anti-

Sadr minent les plans de la Coalition et il faut donc bien comprendre ce que veut Sadr.

En réalité, les attaques menées par les partisans de Sadr contre les soldats de la Coalition sont avant tout un assaut frontal contre le clergé traditionnel et en premier lieu l'ayatollah Sistani, dirigeant de facto des chiïtes. L'establishment clérical chiïte souhaite une démocratie qui affranchira les chiïtes de la domination sunnite et leur donnera le pouvoir, mais il est embarrassé par l'occupation américaine et ne pardonne pas la trahison de 1991. Sadr joue beaucoup sur ce souvenir et se présente également comme l'héritier de la révolte de 1920 contre les Britanniques alors qu'il n'est que l'héritier de 1979 et de la révolution iranienne. Il sait qu'il a besoin du chaos pour s'élever dans la hiérarchie chiïte.

À la fin de l'année 2003, il était évident pour le clergé chiïte et le **Pentagone** que Sadr était à l'origine de la mort de plusieurs soldats états-uniens, mais l'**Autorité provisoire de la Coalition** n'a rien fait contre lui, rendant plus difficile pour le clergé chiïte la présentation de Sadr comme le fils indigne d'une lignée prestigieuse. Aujourd'hui Sadr s'est réfugié à Nadjaf où les Américains peuvent difficilement aller le chercher sans provoquer une réaction hostile des chiïtes et du Conseil de Gouvernement irakien, y compris d'**Amhed Chalabi**. Sadr joue également sur le sentiment croissant chez les Irakiens que le texte constitutionnel transitoire est prévu pour donner le pouvoir aux Kurdes. Si les chiïtes ont l'impression d'être floués, Sadr gagnera en pouvoir. Les chiïtes sont encore majoritairement de notre côté, mais les attaques des hommes de Sadr doivent nous faire prendre conscience des problèmes et nous devons reprendre les discussions sur la transition afin d'aider Sistani politiquement.

Howard Dean



Howard Dean est ancien gouverneur du Vermont et candidat à l'investiture démocrate.

« Pour Ralph Nader mais pas pour président »

Source : New York Times

Référence : « For Ralph Nader, but Not for President », par Howard Dean, *New York Times*, 12 avril 2004.

Tout le monde s'attend à ce que le scrutin entre **George W. Bush** et **John Kerry** soit extrêmement serré dans les États clés et que la candidature de **Ralph Nader** rende la compétition encore plus serrée.

Les démocrates veulent battre le président cette année car ils ont vu ce qu'il a fait en trois ans de pouvoir et les dommages qu'il a causés à la condition des travailleurs américains, à l'environnement, à notre prestige international et aux droits au choix des femmes. Beaucoup de démocrates admirent les succès de Ralph Nader, mais comme ils veulent avant tout battre George Bush, ils ne voteront pas pour lui. Le travail de Nader a amené de nouvelles législations protégeant les consommateurs et l'environnement. J'ai également milité pour ces objectifs, mais je ne pense pas que le meilleur moyen de rendre justice à l'héritage de Nader soit de voter pour lui. En effet, chaque voix qui se porte sur un candidat d'un troisième parti est donnée à un candidat qui n'a aucune

chance de gagner l'élection, mais dont les votes peuvent manquer à un autre. Quand j'ai mis fin à ma campagne j'ai demandé à mes partisans de continuer le combat contre Bush et dans ce combat nous devons rester unis.

Susan Jacoby

Susan Jacoby est l'auteur de *Freethinkers : A History of American Secularism*. Elle est directrice du Center for Inquiry de New York.

« Une nouvelle signification pour "la chaire merveilleuse" »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A New Meaning for 'Bully Pulpit' », par Susan Jacoby, *Los Angeles Times*, 12 avril 2004.

L'une des règles tacites de la politique américaine des 40 dernières années est qu'un candidat ne devrait pas être attaqué sur le terrain religieux car il s'agit d'une question personnelle. Toutefois quand cette foi oriente les politiques publiques, il devrait être normal de s'emparer de la question. Quand John F. Kennedy, en 1960, fut le second catholique à se présenter à la présidence, il dût rappeler son attachement à la séparation de l'Église et de l'État et son autonomie vis-à-vis de l'Église catholique.

La candidature de **George W. Bush** devrait faire l'objet de la même attention, non pas en raison de ce qu'il pourrait faire, mais en raison de ce qu'il a déjà fait. En effet, il a régulièrement tenté de transformer en lois ses préceptes religieux et aucun président n'a montré une telle détermination à afficher sa foi religieuse dans sa façon de gouverner dans toute l'histoire des États-Unis. Notre constitution ne fait pas référence à Dieu, mais l'administration Bush ne cesse de favoriser les éléments religieux les plus conservateurs dans la société américaine.

Les lois de l'administration Bush contre l'avortement sont responsables du retard enregistré par les États-Unis dans le domaine des recherches sur l'embryon. L'administration a également autorisé les groupes religieux à vocation sociale à bénéficier d'aides publiques, y compris ceux qui refusent d'aider les personnes ne partageant pas leur foi. Bush nomme également des personnes qui resteront en place après la fin de son mandat pour continuer à exercer une influence religieuse sur les institutions. C'est le cas de William Pryor, nommé à la onzième cour d'appel des États-Unis sans l'accord du Sénat alors qu'il a tenu par le passé des propos en contradiction avec la séparation de l'Église et de l'État. Bush s'attaque à cette séparation, fierté de notre nation depuis sa création.

Peter Schweizer, Rochelle Schweizer

Peter Schweizer est chercheur à la Hoover Institution et a été membre de l'Ultraterroism Study Group (1999-2000) de l'U. S. Government's Sandia National Laboratory. Il est l'auteur de *Reagan's War* et co-auteur de *The Bushes : Portrait of a Dynasty*.

Rochelle Schweizer est co-auteur de *The Bushes : Portrait of a Dynasty*.

« Fondamentalement Bush travaille par conviction »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Fundamentally, Bush Works on Faith », par Peter et Rochelle Schweizer, *Los Angeles Times*, 11 avril 2004.

Si on demande à des amis ou des membres de la famille de **George W. Bush**, tous affirment que la guerre au terrorisme que mène le président est guidée par sa foi. Une version confirmée par Franklin Graham qui nous a déclaré lors de notre entrevue que si le président ne faisait pas une guerre à l'islam, il comprenait « les implications de ce qui se passe dans la dimension spirituelle ». Certains s'inquiètent et craignent que le président ne fasse aujourd'hui une croisade aux implications géopolitiques désastreuses.

Ces craintes font écho aux inquiétudes qu'avaient soulevé les déclarations de Ronald Reagan lorsqu'il avait qualifié l'URSS d'« empire du Mal » et avait appelé à une « bataille spirituelle » contre le communisme. Alors que certains prévoyaient déjà l'Apocalypse nucléaire, Ronald Reagan avait simplement compris que la Guerre froide était une guerre de principes. Sa foi clarifia le combat en cours et encouragea la résistance au communisme de l'autre côté du rideau de fer. C'est le même type de foi qui anime George W. Bush et guide l'action de l'administration Bush.

Bush lit la bible tous les jours avec une préférence pour les psaumes et proverbes de l'Ancien testament et les paraboles du Nouveau testament. Son interprétation de ces textes le guide dans la vision morale de la politique étrangère et le rejet de la *realpolitik*. C'est en s'appuyant sur la parabole du bon Samaritain qu'il a décidé de libérer l'Irak et de combattre le sida en Afrique. La Bible lui donne un mélange de courage et de patience. L'attaque de l'Afghanistan fut décidée après qu'il eut bien tout pesé. Même ceux qui ne partagent pas les convictions de Bush devraient les voir comme une bonne chose.

Craig Unger

Journaliste et écrivain,
Craig Unger est l'auteur de
*House of Bush, House of
Saud : The Secret
Relationship Between the
World's Two Most
Powerful Dynasties.*

« Après le 11 septembre : les Saoudiens qui ont fui »

Source : Los Angeles Times

Référence : « After 9/11 : the Saudis Who Slipped Away », par Craig Unger, *Los Angeles Times*, 11 avril 2004.

Quand la Commission sur le 11 septembre reprendra ses travaux mardi, il sera intéressant de voir comment est traité ce qui est peut-être le plus grave échec de nos services de sécurité : l'évacuation de 140 Saoudiens immédiatement après le 11 septembre. 15 des 19 pirates de l'air étaient Saoudiens, les analystes savent qu'une partie du financement d'Al Qaïda vient du royaume et Ben Laden lui-même est Saoudien. Dans une enquête criminelle, la routine veut qu'on interroge la famille et les amis du principal suspect. L'une des priorités de l'enquête aurait donc dû être d'interroger les Saoudiens ayant des liens avec Ben Laden ou ayant été susceptibles de le financer, consciemment ou non. Cela aurait dû être facile puisque l'espace aérien états-unien était virtuellement bloqué et que personne ne pouvait quitter le territoire. Pourtant, cela n'a pas empêché l'ambassade saoudienne d'organiser une évacuation massive de ses ressortissants.

Deux douzaines des personnes évacuées étaient membres de la famille d'Oussama Ben Laden. Cette évacuation n'a pu avoir lieu qu'avec l'accord de la Maison-Blanche. Celle-ci, comme le FBI et la Federal Aviation Administration, nie que cet avion ait existé, mais j'ai obtenu les témoignages contraires d'agents de sécurité ayant aidé ce vol à quitter le territoire et j'ai réussi à dresser la liste des passagers ici : <http://www.houseofbush.com/files.php>

Dans cette liste, on trouve le prince Ahmed Salman que Gerald Posner présente comme un homme lié à Al Qaïda dans son livre *Why America Slept*. La Commission devrait demander au directeur du FBI Robert Mueller et à John Ashcroft pourquoi un tel homme a pu quitter le pays et si le président a joué un rôle dans cette histoire du fait des investissements saoudiens dans les compagnies où George W. Bush et ses alliés ont des intérêts.

David M. Lampton, Kenneth Lieberthal



Ancien spécialiste de la Chine à l'American Enterprise Institute, David M. Lampton est directeur des études chinoises à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University et au Nixon Center.

Kenneth Lieberthal est professeur de Sciences politiques à l'université du Michigan et ancien directeur pour l'Asie du National Security Council (1998-2000).

« Se diriger vers la nouvelle guerre »

Source : Washington Post

Référence : « Heading Off the Next War », par David M. Lampton et Kenneth Lieberthal, *Washington Post*, 12 avril 2004.

Les récentes élections à Taiwan éclairent un fait troublant : les éléments qui permettaient de maintenir la paix sont en train de se désintégrer. Les changements à Taiwan et le comportement contre-productif de la Chine minent les fondations du *statu quo* qui assurait la paix et un conflit aurait des conséquences dramatiques pour toute la région.

Le président taiwanais a promis un référendum sur la constitution en 2006 dont les modifications prendraient effet en 2008. Pékin a affirmé qu'une telle modification équivaldrait à une déclaration de guerre. Les États-Unis, tout en renforçant leurs liens avec Taipei, expliquent au président Chen qu'ils n'apprécient pas sa politique. **Dick Cheney** se rendra à Pékin demain. Il devrait s'en tenir à la ligne traditionnelle de Washington et réaffirmer son attachement au dialogue dans ce différend.

Quoi qu'il en soit, pour maintenir la paix dans la région, il est nécessaire de former un nouvel accord sur lesquels tous s'accorderont pour plusieurs décennies. Cet accord prévoira que :

- ▶ Taiwan pourra continuer à affirmer son indépendance sans modifier son statut juridique et Pékin pourra continuer à affirmer que l'île fait partie de son territoire sans engager d'action militaire
- ▶ Taipei et Pékin doivent prendre des mesures pour restaurer la confiance en multipliant les échanges et les visites.
- ▶ Les États-Unis, le Japon et l'Union européenne doivent affirmer que pendant toute la durée de l'accord, ils ne reconnaîtront pas l'indépendance de Taiwan, mais condamneront toute action militaire chinoise.

Rania de Jordanie, Mary Robinson, Jens Stoltenberg



Rania de Jordanie est l'épouse d'Abdallah II de Jordanie, roi de Jordanie, et membre de la direction

« Ne laissons aucun enfant mourir inutilement »

Source : Le Monde

Référence : « Ne laissons aucun enfant mourir inutilement », par Rania de Jordanie, Mary Robinson et Jens Stoltenberg, *Le Monde*, 11 avril 2004

L'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI) et le Vaccine Fund ont estimé que leur soutien en matière d'infrastructure vaccinale et l'introduction de nouveaux vaccins sauveront plus de 500 000 vies. Au cours

du Forum économique de Davos. Elle est membre du conseil d'administration du Vaccine Fund.



Ancienne présidente de la République d'Irlande (1990-1997), Mary Robinson est ancienne haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme (1997-2002). Elle est présidente honoraire d'Oxfam International et dirige l'Initiative pour une mondialisation éthique. Elle est membre du conseil d'administration du Vaccine Fund.



Jens Stoltenberg est ancien Premier ministre travailliste de Norvège. Il est membre du conseil d'administration du Vaccine Fund.

des quatre dernières années, 35,5 millions d'enfants ont été vaccinés contre l'hépatite B, six millions contre l'*Haemophilus influenzae* type B, 2,7 millions contre la fièvre jaune et huit millions supplémentaires ont eu accès aux vaccins de base pour la première fois. Quarante-sept pays ont reçu une aide financière pour améliorer leur système de soin et de santé, ouvrant ainsi la voie à l'arrivée de nouveaux vaccins, y compris contre le sida.

Nous ne pouvons cependant nous contenter de ces résultats car plus de 30 millions d'enfants naissent chaque année sans bénéficier de vaccins. Cela entraînera la mort de 2 à 3 millions d'entre eux, autant que de personnes qui mourront du Sida ou de ses complications. Il s'agit d'une catastrophe humaine et morale, mais aussi d'un désastre économique et social, les économies des pays touchées ne pouvant progresser dans ces conditions. Les objectifs de développement du millénaire ne seront jamais atteints si nous ne continuons pas à promouvoir la vaccination. La tâche du Vaccine Fund est de trouver des sources de financement nouvelles afin que le GAVI puisse protéger encore plus d'enfants. Nous voulons sauver un million d'enfants supplémentaires d'ici à 2006 et il suffit de 30 dollars par enfant, mais nous manquons des ressources nécessaires. Nous demandons aux peuples des pays développés et aux gouvernements de faire face à leurs responsabilités individuelles et collectives.